



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION POITOU-CHARENTES

**Arrêté préfectoral n° 182 / DREAL / 2013
Portant décision d'examen au cas par cas en application
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Aménagement et extension du terrain de camping – GENOUILLE (17)

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION POITOU-CHARENTES
PRÉFÈTE DE LA VIENNE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, et plus particulièrement ses articles L.122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la Préfète de région du 22 juillet 2013 portant délégation de signature à Madame Anne-Emmanuelle OUVARD, Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu le document d'urbanisme approuvé le 19 décembre 2007 et n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation environnementale ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2013-0867 déposé par la SARL PROSECAMP, représentée par Monsieur Philippe PROSE et relatif à l'aménagement et l'extension du terrain de camping sur la commune de Genouillé reçu et considéré complet le 23 octobre 2013 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé réputé sans observations le 12 novembre 2013,

Considérant que le projet relève de la rubrique n° 45 du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet se situe au lieu-dit « Nolon », en partie sur le site de l'ancien camping municipal, au sud-ouest du centre-bourg de la commune de Genouillé et à proximité de l'étang municipal ;

Considérant que le projet consiste en l'aménagement de 121 emplacements (33 existants et 88 sur l'extension projetée) de tentes, caravanes et mobil-homes sur les parcelles D872 a et b ;

Considérant que le projet se situe en zone AUxt du PLU de la commune de Genouillé, zone naturelle non équipée, destinée à être urbanisée et réservée aux activités touristiques, autorisant ce type d'aménagement ;

Considérant que le projet se situe à proximité des zonages environnementaux suivants :
- « Marais de Rochefort », ZNIEFF de type II,
- « Cabane de la Minaude », ZNIEFF de type I,
- site Natura 2000 « Anse de Fouras, Baie d'Yves, Marais de Rochefort », ZSC identifiée FR5410013, et à l'intérieur du site Natura 2000 « Marais de Rochefort », SIC identifiée FR5400429 ;

Considérant que le projet fera l'objet d'une demande de permis d'aménager, d'une procédure de déclaration au titre de la loi sur l'eau et d'une évaluation des incidences Natura 2000, qui permettront de déterminer les prescriptions nécessaires à la compatibilité du projet avec les enjeux environnementaux du secteur ;

Considérant que le projet se situe à proximité d'habitations au Nord-Ouest du site projeté et qu'une zone humide a été identifiée dans le périmètre du terrain de camping ;

Considérant que le pétitionnaire devra s'assurer au besoin, en procédant à des inventaires faune et flore, de la présence ou de l'absence d'espèces protégées et de leurs habitats, et que s'ils sont impactés par le projet, le pétitionnaire devra démontrer l'intérêt public majeur de son projet et présenter les autres alternatives étudiées afin de pouvoir déposer une demande de dérogation à l'interdiction de destruction

d'espèces protégées et de leurs habitats qui explicitera les mesures d'évitement et de réduction d'impact, ainsi que les mesures de compensation sur les impacts résiduels ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'impact notable sur l'environnement au titre de l'annexe III de la directive 2011/92 UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet d'aménagement et d'extension du terrain de camping sur la commune de Genouillé n'est pas soumis à étude d'impact.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Poitou-Charentes.

Fait à Poitiers, le 26 novembre 2013

Pour la Préfète et par délégation,
la Directrice régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement


Marie-Françoise BAZERQUE

Voies et délais de recours

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être :

- formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale
- adressé à : Madame la Préfète de région
Préfecture de la région Poitou-Charentes
1 place Aristide Briand
86000 POITIERS

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Madame la Préfète de région
Préfecture de la région Poitou-Charentes
1 Place Aristide Briand
86000 POITIERS

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Mme la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie
Grande arche
Tour Pascal A et B
92055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Poitiers
15 rue Blossac
86000 POITIERS